

Conférence de presse du 21 Septembre 2011

Nous sortons de l'été, avec une crise qui atteint désormais un niveau spectaculaire sans précédent et des décisions gouvernementales qui s'appuient sur la sacro-sainte « règle d'or » budgétaire, véritable « arme de destruction massive » contre les missions de l'Etat et les services publics, contre la croissance...

Nous sommes régulièrement interpellés sur les difficultés rencontrées par la population, les salariés, les privés d'emploi ... et nous pouvons mesurer les dégâts occasionnés par ces décisions gouvernementales qui ne visent qu'à répondre aux besoins des marchés financiers et à la boulimie d'une caste de privilégiés qui se vautre dans un luxe de plus en plus insolent.

Tout indique que les besoins explosent, mais que les réponses ne sont pas à la hauteur des enjeux, alors que les grands groupes sont toujours plus florissants.

Dans notre action quotidienne, nous sommes confrontés à un gouvernement qui mène une politique à double entrée : d'un côté il beurre la tartine des privilégiés, de l'autre il tire sur le bout de la ceinture des français en taxant la complémentaire santé, en augmentant scandaleusement les tarifs de gaz et d'électricité...

Ces politiques d'austérité, brisent la croissance, renforcent l'effondrement des recettes fiscales (2 milliards de moins au titre de l'ISF) et aggravent la dette.

Or, si l'on veut sortir de cette crise, au lieu de s'en prendre aux crédits pour l'école, aux enfants qui mangent à la cantine, aux aides aux associations humanitaires qui luttent contre la pauvreté, aux hôpitaux en supprimant des lits, des postes d'infirmières ou aux moyens alloués aux collectivités locales en gelant pour trois ans la DGF (Dotation Globale de Fonctionnement versée par l'Etat), il faut au contraire s'attaquer à ce qui est parasite pour notre société et placer à tous les niveaux la réponse aux besoins humains au centre de l'action politique.

Dans un tel contexte, il n'est pas socialement juste que l'Etat diminue ses contributions légitimes qu'il doit apporter dans le cadre du fonctionnement des services publics territoriaux, quand dans le même temps, il a fait le choix, en supprimant la Taxe Professionnelle, de se priver de 8 milliards de recettes provenant des entreprises. Des sommes colossales qui pourraient pour ne prendre qu'un seul exemple accompagner la volonté affichée par les élus de renforcer le transport en commun dans notre agglomération. Renforcer le droit à la mobilité et réaffirmer nos préoccupations environnementales...

Face à cette crise qui s'amplifie, le gouvernement après avoir supprimé 56 000 postes dans l'Education, ces quatre dernières années, dont 16 000 à cette rentrée, voudrait imposer aux collectivités la marche à suivre. Celles-ci devraient s'en inspirer ! Elles sont considérées comme de « mauvais élèves » car elles n'ont pas, comme l'Etat, supprimé de postes de fonctionnaires à tour de bras !

En lien avec les besoins en équipements utiles, les investissements des collectivités constituent de véritables locomotives pour l'emploi (73% de l'investissement public).

Jamais le sarkozysme n'a été à ce point impopulaire. L'attente d'en finir et de passer à autre chose est grande et les dernières mesures annoncées par Fillon renforcent encore l'exaspération.

Les gouvernements, les dirigeants de l'Union européenne sont confrontés à des problèmes inédits dont ils n'ont pas la solution car ils excluent de desserrer l'étau des exigences des plus gros détenteurs de capitaux, de ceux qui sont les grands opérateurs sur les marchés financiers, de ceux pour qui travaillent les agences de notation.

Ce que ces gouvernement savent faire, c'est utiliser la crise pour accélérer le processus de démolition sociale, attaquer au bazooka l'école, l'assurance maladie, la solidarité envers les plus fragiles, les statuts, les collectivités territoriales... j'en passe et des pires.

Ces politiques sacrifient les peuples, les ressources naturelles et la planète.

Crise : une diabolisation de la dette

L'offensive idéologique estivale qui perdure, vise ni plus ni moins qu'à une diabolisation de la dette. Quand Alain Minc déclare dernièrement que l'essentiel est de parler de l'endettement et non de l'emploi, c'est l'aveu d'une très grande fébrilité. Ils redoutent plus que tout que le débat puisse, enfin, porter sur les préoccupations du plus grand nombre.

Le thème de l'union nationale autour de la dette est une grossière manipulation qui consiste à prendre appui sur une opinion publique légitimement inquiète pour interdire, confisquer, l'indispensable confrontation politique sur les moyens, les solutions d'une sortie de crise.

La ficelle est un peu grosse. A neuf mois de l'élection présidentielle, de quoi doit-on prioritairement débattre ?

- **Augmenter les salaires**, les pensions et les minima sociaux ; Une contribution immédiate des grandes fortunes, via un renforcement de l'ISF, pour redonner à l'état les moyens de conserver et de créer des emplois utiles dans l'éducation, la santé, la police. La création d'une sécurisation de l'emploi et de la formation.

- **Bloquer les prix et les loyers**. Bloquer les prix de l'Energie (l'électricité et du gaz essence) et d'un ensemble de biens de premières nécessités. Bloquer les loyers et limiter le montant à un maximum de 20% des revenus de la famille...

- **Taxer les profits et la spéculation**... Voilà la bataille politique des prochaines semaines des prochains mois... Si les plus grandes fortunes, dans un pitoyable exercice de charity-business, ont pris l'initiative laissant croire qu'elles voulaient apporter leur contribution financière face à la crise, c'est qu'elles sentent bien que la marmite de l'indignation peut leur sauter au visage.

Les pièces jaunes ne nous intéressent pas. C'est le coffre-fort que nous visons...

La « règle d'or » : une arme de destruction massive

Rappelons d'abord que cette règle d'or existe déjà avec les traités de Maastricht et de Lisbonne. Dans la logique du Pacte pour l'Euro-plus, c'est une « arme de destruction massive » contre les missions de l'État et les biens communs publics. Nicolas Sarkozy a réussi à entraîner une partie de la gauche dans une course à la rigueur. Il ne relâchera pas la pression.

Le poison distillé a déjà fait son effet. Alors que le programme du Parti socialiste se fixait l'horizon de 2014 pour atteindre les 3% de déficit, les candidats à la « primaire » proposent aujourd'hui 2013. François Hollande allant jusqu'à promettre un équilibre des comptes publics pour 2017 ! Cela serait une véritable capitulation devant le mur de l'argent, la promesse d'une austérité à perpétuité.

La règle d'or, il ne suffit pas « de ne pas la voter » comme s'y engage aujourd'hui le Parti socialiste – et si le Congrès était convoqué aucune voix ne doit manquer – il s'agit de ne pas l'appliquer.

Décréter l'Etat d'urgence

Les choix faits depuis mai 2010 et, encore plus, lors du sommet de l'euro-groupe de juillet dernier, conjuguent surenchères dans les politiques d'austérité, graves reculs de la démocratie et de la souveraineté populaire.

C'est une véritable fuite en avant au service de la domination des marchés financiers.

Ces choix débouchent sur un énorme fiasco du point de vue même de l'objectif qu'ils prétendent viser: le recul de l'endettement public. La fragilisation de l'Europe qu'engendre l'aveuglement des dirigeants de la zone euro et dont se réjouissent les fonds spéculatifs, anglo-américains notamment, va conduire au désastre : freinage de la croissance, augmentation du chômage, rationnement des services publics et étouffement des revenus salariaux.

Il faut rompre avec cette logique folle qui assassine les Grecs, et qui prépare l'éclatement de la zone euro au risque d'une confrontation fratricide entre Européens à coup de dévaluations compétitives.

La gauche, en France, a une responsabilité immense. Il ne suffit pas de se proclamer pour une opposition à la « règle d'or » en évoquant le caractère spécieux de l'initiative de Sarkozy. Il faut appeler les salariés, les chômeurs, les retraités, les jeunes à une grande mobilisation exigeant un changement de logique avec une autre utilisation de l'euro et de la création monétaire de la BCE :

- Une grande expansion concertée des services publics, rompant avec les orientations des pactes de stabilité et de l'euro plus, et posant la nécessité de choix budgétaires de relance sociale pour 2010;

- Une maîtrise populaire du crédit et des banques pour sécuriser l'emploi, la formation, les revenus salariaux, de concert avec une répression systématique de la spéculation.

Rejetons toute tentation d'union sacrée derrière les marchés financiers. Cessons de diaboliser, comme la droite et l'extrême droite, les déficits et les dettes publiques.

Décrétons l'état d'urgence pour imposer une réorientation des pratiques des banques et des grands groupes en exigeant des droits et pouvoirs d'intervention des salariés, des citoyens et des élus sur l'utilisation de l'argent des profits, des fonds publics et du crédit.

Les institutions bancaires et de crédits doivent redevenir du domaine public et fonctionner selon une logique anti-spéculative et de soutien à la relance sociale et économique, aux salaires, emplois, aux investissements socialement utiles et générateurs de croissance.

Comment faire comprendre la gravité de la situation sans nourrir l'affolement ?

Par une campagne de très haut niveau faisant appel, comme en 2005 sur le TCE, au bon sens, à la capacité de jugement, d'analyse et de compréhension des citoyennes et des citoyens. Nous engageons dans les jours prochains une campagne du même niveau :

Réunion publique dans tout le calvados la première aura lieu le 4 Octobre à Caen.

Distribution sur « les Places » des grandes villes du département, aux portes des entreprises...

Nous prenons rendez-vous avec la population, les salariés de Bosch, de Renault TRUCK, de PSA, les chômeurs, les retraités, les enseignants, les infirmières pour dire ensemble

Non ce n'est pas aux peuples de payer la crise, c'est aux marchés financiers !

Alternative politique : pas de demi-mesures sociales-libérales

L'enjeu de l'alternative politique est énorme.

Des millions de personnes savent aujourd'hui ce dont elles ne veulent plus.

Mais la question qui est posée, et qui aujourd'hui alimente un doute toujours aussi persistant, est le fait de savoir si cela est possible, réaliste dans les conditions actuelles, ou pas.

Et quand la réponse d'une partie de la gauche est « un peu plus de justice dans l'austérité » et que cette orientation est celle qui bénéficie de la plus forte couverture médiatique, alors ce qui se dit dans les quartiers populaires, dans le monde du travail, chez les jeunes, c'est que rien de bon n'est à attendre. Tous les mêmes...

Aujourd'hui, les demi-mesures sociales-libérales apparaissent un peu comme la voiture balai des politiques de casse sociale.

Nous proposons, le parti communiste français avec le Front de gauche, notre candidat commun à l'élection présidentielle, et les futurs candidat-e-s aux élections législatives, une relance du débat à gauche.

Nous n'allons pas rester sagement dans notre coin, à cultiver notre jardin.

La Fête de l'Humanité a été le premier grand rendez-vous pour franchir une étape dans l'investissement populaire, avec le Front de gauche, pour rassembler, gagner et réussir à gauche en 2012. « Nous ne pouvons compter que sur nous même, sur l'intelligence et l'énergie citoyennes, pour construire

les ponts et les solidarités entre les salariés, retraités, privés d'emploi, jeunes... ».

La gauche populaire, la gauche vivante, la gauche syndicale, la gauche intellectuelle sont des forces importantes dans le calvados. Notre responsabilité est de trouver le chemin de l'unité. En disant ce que nous voulons tous ensemble.

En cessant de laisser à la porte du bureau de vote l'essentiel de ce que nous pensons lorsque nous sommes dans la rue.

-Augmentation des salaires, pensions minimas sociaux,

-Maîtrise du secteur bancaire et financier pour mettre hors d'état de nuire les spéculateurs et ouvrir le crédit pour répondre aux besoins d'un nouveau développement social, industriel écologique.

-Abolir l'insécurité sociale. On ne peut accepter que de plus en plus de nos concitoyens dorment dans la rue.

-Ne plus accepter les licenciements boursiers...

Ce que nous voulons c'est « l'Humain d'abord ».

Avec les candidats que nous présenterons aux élections législatives nous nous engageons à sortir le pays des griffes du Sarkosisme et de faire gagner une gauche unie. Le front de gauche s'il s'enracine dans la population, la jeunesse va servir à cela et contribuera à ce que nos concitoyens modifient en leur faveur le rapport de forces.

Jean LEBON